

Elevages
2 rue Kerivoal
29334 QUIMPER

QUIMPER, le 17/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



SCEA DE KERSCAO

Kerscao
29260 KERNILIS

Références : 0052901231

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/05/2022 dans l'établissement SCEA DE KERSCAO implanté Kerscao 29260 KERNILIS. L'inspection a été annoncée le 21/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection de l'unité de méthanisation à déclaration s'inscrit dans le cadre de l'action nationale méthanisation 2022.

L'unité de méthanisation est en service depuis le 5 mai 2020, production d'électricité par cogénération et le module de récupération de chaleur va être installé courant 2022 (aujourd'hui récupération pour le maintien en T°du digesteur et à venir sècheur pour céréales).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCEA DE KERSCAO
- Kerscao 29260 KERNILIS
- Code AIOT dans GUN : 0052901231
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La SCEA DE KERSCAO est autorisée par arrêté préfectoral du 27 avril 2017, pour son élevage de porcs (naisseurs- engraisseurs). L'ensemble des effluents du site sont traités. Les exploitants disposent de plusieurs sociétés.

L'installation de méthanisation traite les effluents d'élevage de la SCEA DE KERSCAO et SCEA DU BOIS (fumiers et lisiers porcins), ensilage de maïs, CIVE (RGI et seigle), autres déchets végétaux (feuilles de tomates, tonte etc...).Epannage sur des terres mise à disposition et export par compost.

Un dossier PAC va être transmis en préfecture afin de régulariser certaines modifications sur le site (élevage).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- équipements de l'unité de méthanisation,
- surveillance du risque explosion et incendie,
- maintenance et suivi de l'installation,
- isolement des milieux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection constate dans le local technique, la présence de coulures et fissures notamment au niveau de la trappe "trou d'homme".

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
Implantation.	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 1.1.1
Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 5.3
Emplacement des détecteurs de gaz	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2.13
Surveillance des installations	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 3.1.1
Formation.	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 3.1.2
Consignes	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 4.7
Vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 3.6.1
Vérification de l'étanchéité	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 3.7.2.1-----3.7.3
Moyens de lutte incendie	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 4.3
Tuyauterie de biogaz	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2.13
Clôture et accès	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2.5.1

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
Incidents, accidents	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 1.5
Zonage ATEX.	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 4.1
Accessibilité en cas de sinistre	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2.5.2
Moyens de mesure pour la conduite 1/2	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 3.7.2.2
Moyens de mesure pour la conduite 2/2	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 3.7.2.3
Composition du biogaz.	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 6.4
Soupapes	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2.12
Maintenance des soupapes	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 3.6.2
Matériel ATEX	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 4.4
Propreté du site.	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2.2.2
Ventilation des locaux.	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2.6

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est en fonctionnement depuis 2020, lors de cette inspection ciblée de l'unité de méthanisation, il a été constaté 11 non-conformités aux référentiels réglementaires applicables aux installations.

Notamment, les points non conformes suivants:

- le réseau de collecte des eaux (article 5.3 de l'annexe),
- la signalétique et la clôture (article 2.5.1 de l'annexe),
- la vérification de l'étanchéité (article 3.7.2 de l'annexe),
- plusieurs procédures et mise à jour qui restent à finaliser en prenant en compte les modifications réglementaires de l'APMG 2781.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Incidents, accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Situation administrative
Prescription contrôlée : L'exploitant déclare dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.
Constats : L'exploitant indique l'absence d'incident depuis la mise en fonctionnement le 5 mai 2020. L'inspection rappelle l'obligation de déclaration d'accidents ou de pollution accidentelle de nature à porter atteinte aux intérêts du L.511-1 du CE.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Implantation.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 1.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Implantation et zones de dangers (documentaire)
Prescription contrôlée : L'installation est implantée et réalisée conformément aux plans joints à la déclaration. Le plan détaillé précisant les emplacements des différents équipements et des organes associés ainsi que les adaptations réalisées est mis à jour chaque fois que nécessaire.
Constats : L'installation est implantée sur les parcelles ZA 200 et 201, conformément à la déclaration du dossier. Les zones ATEX sont indiquées sur le plan. Le plan présenté n'est pas suffisamment détaillé. <u>Demande de l'inspection:</u> - réaliser un plan détailler présentant l'ensemble des réseaux de l'unité de méthanisation (eaux pluviales, lixiviats, digestats, chaleur, etc...) avec positionnement des vannes, exutoires, regards de contrôle).
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Zonage ATEX.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Implantation et zones de dangers (documentaire)
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones présentant un risque de présence d'atmosphère explosive, qui peut également se superposer à un risque toxique. Ce risque est signalé et, lorsqu'elles sont confinées (local contenant notamment des canalisations de biogaz), ces zones sont équipées de détecteurs fixes de méthane ou d'alarmes (une alarme visuelle et sonore est déclenchée pour une détection supérieure ou égale à 10 % de la limite inférieure d'explosivité du méthane). Le risque d'explosion ou toxique est reporté sur un plan général des ateliers et des stockages, affiché à l'entrée de l'unité de méthanisation, et indiquant les différentes zones correspondant à ces risques. Dans chacune de ces zones, l'exploitant identifie les équipements ou phénomènes susceptibles de provoquer une explosion ou un risque toxique et les reporte sur le plan ainsi que dans son programme de maintenance préventive.
Constats : L'exploitant a transmis un plan avec les zonages ATEX, avec la présence de la signalétique adaptée. Présence dans le local technique et électrique, confiné, des détecteurs fixes et de l'alarme sonore qui avertit sur le téléphone de l'exploitant.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Accessibilité en cas de sinistre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Implantation et zones de dangers (documentaire)
Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès relie la voie de desserte ou publique à l'intérieur du site et est suffisamment dimensionné pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.
Constats : Présence d'une voie de desserte pour accéder à la lagune, passage des pompiers courant juin 2022 afin de valider cette lagune. Les accès à cette lagune sont accessibles. Le site est équipé des extincteurs adaptés.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Implantation et zones de dangers (documentaire)
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. En cas de confinement interne dans des bâtiments couverts, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif d'obturation à déclenchement automatique ou commandable à distance pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Ces dispositifs permettant l'obturation des différents réseaux (eaux usées et eaux pluviales) sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement.
Constats : Un système de collecte des jus des silos et de débordements accidentels de la fosse de transfert du lisier a été installé. L'exploitant explique la récolte des écoulements des jus des silos de stockage des intrants : - les eaux pluviales vont vers le fossé, - les jus des silos d'intrants vont gravitairement vers la grille centrale qui contient un puisard, puis avec une pompe de relevage à déclenchement manuel, peuvent être ramenées en entrée de méthanisation. - l'ensilage de seigle est préfané afin de réduire les écoulements. Un talus de rétention partiel est érigé en contrebas de l'installation: l'exploitant prévoit de prolonger le talus et de le rehausser de manière à contenir les eaux d'extinction en cas d'incendie. Les modalités d'évacuation des eaux pluviales non souillées sont à définir.
<u>Demande de l'inspection:</u> - démontrer la suffisance du réseau de collecte en cas d'incendie ou de pollutions des sols, - rédiger la consigne définissant les modalités de mise en œuvre des dispositifs en cas de confinement des réseaux de collecte.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Emplacement des détecteurs de gaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2.13
Thème(s) : Risques accidentels, Implantation et zones de dangers (documentaire)
Prescription contrôlée : (...) Les raccords des tuyauteries de biogaz sont soudés lorsqu'ils sont positionnés dans, ou à proximité immédiate d'un local accueillant des personnes autre que le local de combustion, d'épuration ou de compression. S'ils ne sont pas soudés, une détection de gaz fixe est mise en place dans le local (une alarme sonore et visuelle est mise en place pour se déclencher lors d'une détection supérieure ou égale à 10 % de la limite inférieure d'explosivité du méthane).
Constats : Les tuyauteries aériennes sont soudées sur place, les PEHD sont thermo soudées. Présence de détecteur CH4 dans les locaux confinés. Les différentes canalisations ne sont pas correctement identifiées avec les couleurs normalisées.
<u>Demande de l'inspection:</u> - Identifier les canalisations par des couleurs normalisés ou par des pictogrammes et report sur le plan de l'unité de méthanisation
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Surveillance des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 3.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Conduite des installations (documentaire)
Prescription contrôlée : Une astreinte opérationnelle vingt-quatre heures sur vingt-quatre est organisée sur le site de l'exploitation. L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'un service de maintenance et de surveillance du site composé d'une ou plusieurs personnes qualifiées, nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des risques liés au biogaz.
Constats : Le suivi de l'installation est assuré par Quentin L'HOSTIS, Chistian L'HOSTIS et Jean-Luc L'HOSTIS. Ces 3 personnes disposent de la surveillance via le réseau téléphonique et habitent à moins de 10 minutes de l'installation de méthanisation. Formellement cette organisation doit être notifiée à l'inspection des installations classées. La maintenance du moteur de cogénération et des équipements est assurée par la société Biogaz Hochreiter, le constructeur de l'unité. L'exploitant indique le suivi réalisé, les enregistrements sont à réaliser.
<u>Demande de l'inspection :</u> - formaliser et transmettre l'organisation de surveillance de l'installation et l'astreinte
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Formation.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 3.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Conduite des installations (documentaire)
Prescription contrôlée : Avant le démarrage des installations, l'exploitant et son personnel, y compris le personnel intérimaire, sont formés à la prévention des nuisances et des risques générés par le fonctionnement et la maintenance des installations, à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et à la mise en oeuvre des moyens d'intervention.
Constats : L'exploitant a une formation initiale et a donc suivi reçu les formations de base avec le constructeur. Il indique ne pas être adhérent à l'association des méthaniseurs de France.
Demande de l'inspection: - présenter les attestations de formation suivi pour les différentes personnes intervenantes.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de mesure pour la conduite 1/2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 3.7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Conduite des installations (documentaire)
Prescription contrôlée : Chacune des lignes de méthanisation est équipée des moyens de mesure nécessaires à la surveillance du processus de méthanisation. Le système de surveillance inclut des dispositifs de surveillance ou de modulation des principaux paramètres des déchets et des procédés, y compris : - le pH et l'alcalinité de l'alimentation du digesteur ; - la mesure continue de la température de fonctionnement du digesteur et des matières en fermentation et de la pression du biogaz ; - les niveaux de liquide et de mousse dans le digesteur. »
Constats : L'exploitant explique les moyens de mesure en place et les enregistrements. Le système de suivi et d'autosurveillance est connecté sur le portable de l'exploitant, ainsi il est possible de surveiller à distance, notamment les seuils haut et bas des différentes alarmes indiquées. L'exploitant vérifie quotidiennement: la température (digesteur et post-digesteur), la qualité du gaz (teneurs en CH ₄ , H ₂ S, CO ₂ et CO), la température d'échappement, la pression d'admission au moteur. Certaines mesures sont enregistrées en continu, d'autres sont mises en œuvre par l'exploitant et enregistrées sur un cahier de suivi. Le pH n'est mesuré qu'en cas de diminution de production de gaz (baisse de pression) car le régime d'alimentation en intrants ne varie pas. L'exploitant a un cahier de suivi du constructeur et assure les différents enregistrements.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de mesure pour la conduite 2/2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 3.7.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Conduite des installations (documentaire)
Prescription contrôlée : L'installation est équipée d'un dispositif de mesure de la quantité de biogaz produit. Ce dispositif est vérifié a minima une fois par an par un organisme compétent. Les quantités de biogaz mesurées et les résultats des vérifications sont tenus à la disposition des services chargés du contrôle des installations.
Constats : L'installation est équipé d'un dispositif fixe et mobile SEVERIN. L'exploitant met à disposition le certificat d'ajustage réalisé le 31/03/2022.
Observations : L'inspection conseille à l'exploitant de s'équiper d'un détecteur mobile.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Composition du biogaz.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Conduite des installations (documentaire)
Prescription contrôlée : La teneur en CH ₄ et H ₂ S du biogaz produit est mesurée en continu ou au moyen d'analyses effectuées au minimum une fois par jour, sur un équipement contrôlé annuellement et étalonné a minima tous les trois ans par un organisme extérieur. Les résultats des mesures sont consignés et tenus à la disposition des services chargés du contrôle des installations. La teneur en H ₂ S du biogaz issu de l'installation de méthanisation en fonctionnement stabilisé à la sortie de l'installation est inférieure à 300 ppm.
Constats : L'exploitant réalise des contrôles de la qualité du biogaz avec l'analyseur, mesure des paramètres CH ₄ , H ₂ S, O ₂ et CO ₂ . L'ensemble est enregistré sur le cahier de suivi. L'exploitant indique une teneur en H ₂ S faible et toujours inférieur à 150 ppm.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Consignes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 4.7
Thème(s) : Risques accidentels, Conduite des installations (documentaire)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par le personnel. Elles font l'objet d'une communication au personnel permanent ainsi qu'aux intérimaires et personnels d'entreprises extérieures appelés à intervenir sur les installations. » Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'interdiction d'apporter du feu sous quelque forme que ce soit « , notamment l'interdiction de fumer », dans les parties de l'installation « présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf délivrance préalable d'un permis de feu » ;- l'obligation du "permis d'intervention" ou du "permis de feu" pour les parties concernées de l'installation » ;- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; »- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) « ainsi que les conditions de destruction ou de relargage du biogaz » ;- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses, notamment les conditions de rejet prévues au point 5.7 ;- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;- les modes opératoires ;- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ;- les instructions de maintenance et de nettoyage » ;- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;- les modalités de mise en oeuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues au point 2.11 ;- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. <p>L'exploitant justifie la conformité avec les prescriptions du présent article en listant les consignes qu'il met en place et en faisant apparaître la date de dernière modification de chacune.</p> <p>Constats : Au début de l'inspection documentaire, l'exploitant indique ne pas avoir l'ensemble de ces consignes formalisées. Lors de l'inspection terrain, l'inspection observe différents classeurs transmis par le constructeur et l'affichage de deux consignes:</p> <p>1/ Procédure d'urgence: Incendie, 2/ Procédure d'urgence; Débordement ou découlement accidentel de lisier dans le milieu.</p> <p><u>Demande de l'inspection:</u></p> <p>- vérifier la présence de l'ensemble des consignes (de cette prescription 4.7), en les personnalisant à votre unité (équipements, numéros de téléphone ...) et les transmettre.</p>
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 3.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements (documentaire)
Prescription contrôlée : Toutes les installations électriques sont maintenues en bon état et sont vérifiées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente. Les rapports de ces vérifications sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a transmis l'attestation de conformité de l'APAVE du 20/03/2020, et indique avoir réaliser une vérification de ces installations électriques.
<u>Demande de l'inspection :</u> - transmettre le compte rendu de la vérification des installations électriques.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Vérification de l'étanchéité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 3.7.2.1-----3.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements (documentaire)
Prescription contrôlée : Les dispositifs assurant l'étanchéité des équipements dont une défaillance est susceptible d'être à l'origine de dégagement gazeux font l'objet de vérifications régulières. Ces vérifications sont décrites dans un programme de maintenance que l'exploitant tient à la disposition des services en charge du contrôle des installations classées. ----- L'étanchéité du ou des digesteurs, de leurs canalisations de biogaz et des équipements de protection contre les surpressions et les sous-pressions est vérifiée lors du démarrage et de chaque redémarrage consécutif à une intervention susceptible de porter atteinte à leur étanchéité. L'exécution du contrôle et ses résultats sont consignés. Lors du démarrage ou du redémarrage ainsi que lors de l'arrêt ou de la vidange de tout ou partie de l'installation, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les risques de formation d'atmosphères explosives. Il établit une consigne spécifique pour ces phases d'exploitation « à partir des consignes proposées et explicitées par le concepteur des installations ». Cette consigne spécifie notamment les moyens de prévention additionnels, du point de vue du risque d'explosion, qu'il met en oeuvre pendant ces phases transitoires d'exploitation.
Constats : L'exploitant indique la présence de dispositifs de mesure de la température du digestat et de la pression du digesteur en continu; les données sont lisibles sur l'écran du moniteur. L'exploitant indique ne pas disposer de plan de maintenance des étanchéités, ni de programme de démarrage et re-démarrage. L'inspection observe, la présence de corrosion au niveau de la trappe de visite à surveiller.
<u>Demande de l'inspection:</u> - transmettre le rapport de l'étanchéité des ouvrages, - mettre en place un suivi régulier des équipements, et enregistrer les résultats des contrôles effectués, - rédiger une consigne des phases de démarrages et re-démarrage des installations .
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements (documentaire)-----Aménagements (terrain)
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : <ul style="list-style-type: none">- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple), d'un réseau public ou privé, implantés, de telle sorte que tout point de la limite du stockage se trouve, d'une part, à moins de 100 mètres d'un appareil et, d'autre part, à moins de 200 mètres d'un ou plusieurs appareils permettant de fournir un débit minimal de 60 m3/h pendant une durée d'au moins deux heures ;- de robinets d'incendie armés situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. <p>A défaut, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance du stockage ayant recueilli l'accord des services départementaux d'incendie et de secours.</p> <p>L'installation est également dotée d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;</p> <p>Ces moyens sont utilisables en période de gel. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage prévu au deuxième alinéa du présent point. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p>
Constats : L'inspection note la présence d'extincteurs. L'exploitant confirme le souhait de l'usage de la lagune en cas de besoin lors d'un incendie, son usage reste à valider par le service de prévention du SDIS.
<u>Demande de l'inspection:</u> <ul style="list-style-type: none">- indiquer la date de la dernière vérification sur les extincteurs,- transmettre le PV de récolement de l'usage de la lagune.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Soupapes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2.12
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements (terrain)
Prescription contrôlée : 1-Les équipements dans lesquels s'effectue le processus de méthanisation sont dotés d'un dispositif de limitation des conséquences d'une surpression brutale, tel qu'une membrane souple, un disque de rupture, un évent d'explosion ou tout autre dispositif équivalent. 2-Les équipements dans lesquels s'effectue le processus de méthanisation ou le cas échéant le stockage de percolat sont également équipés d'une soupape de respiration destinée à prévenir les risques de mise en pression ou dépression des équipements au-delà de leurs caractéristiques de résistance, dimensionnée pour passer les débits requis, conçue et disposée pour que son bon fonctionnement ne soit entravé ni par la mousse, ni par le gel, ni par quelque obstacle que ce soit. » 3-Les dispositifs visés aux points ci-dessus ne débouchent pas sur un lieu de passage et leur disponibilité est contrôlée régulièrement et après toute situation d'exploitation ayant conduit à leur sollicitation.
Constats : L'exploitant indique vérifier le niveau d'eau qui assure la garde hydraulique; L'exploitant dispose d'anti-gel sur le site. Présence des soupapes de sécurité.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Maintenance des soupapes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 3.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements (terrain)
Prescription contrôlée : Un programme de maintenance préventive et de vérification périodique des canalisations, du mélangeur et des principaux équipements intéressant la sécurité (alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz ...) et la prévention des émissions odorantes est élaboré avant la mise en service de l'installation. Ce programme est périodiquement révisé au cours de la vie de l'installation, en fonction des équipements mis en place. Ce programme inclut notamment la maintenance des soupapes par un nettoyage approprié, y compris le cas échéant de la garde hydraulique, le contrôle des capteurs de pression ainsi que leur étalonnage régulier sur des plages de mesures adaptées au fonctionnement de l'installation, et le contrôle semestriel de l'étanchéité des équipements (par exemple, système d'ancrage du stockage tampon de biogaz, joints des hublots, introduction dans un ouvrage, trappes d'accès et trous d'hommes) vis-à-vis du risque de corrosion. La pression de tarage de chaque soupape est recensée dans le programme de maintenance préventive.
Constats : L'exploitant explique le trajet du biogaz et le programme de maintenance préventive réalisé. Le suivi des vérifications du cahier du constructeur Biogaz HOCHREITER est réalisé, le relevé d'usure des soupapes est un point de surveillance.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Matériel ATEX

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements (terrain)
Prescription contrôlée : Le matériel implanté dans les zones pouvant présenter un risque d'explosion, identifiées conformément aux dispositions de l'article 4.1, est conforme aux prescriptions du « décret n° 2015-799 du 1er juillet 2015 relatif aux produits et équipements à risque ». Les installations électriques sont réalisées avec du matériel normalisé et installées conformément aux normes applicables, par des personnes compétentes et en conformité avec la réglementation ATEX en vigueur.
Constats : Identification et signalisation des zones présentant un risque toxique ou d'explosion. Chaque local technique est équipé de détecteur de fumée. Au bureau, présentation d'un plan, mais aucun affichage à l'entrée de l'unité de méthanisation.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Tuyauterie de biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2.13
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements (terrain)
Prescription contrôlée : 1-Les différentes canalisations sont repérées par des couleurs normalisées ou par des pictogrammes en fonction du fluide qu'elles transportent. Elles sont reportées sur le plan établi en application des dispositions de l'article 1.4 du présent arrêté. 2-Les canalisations en contact avec le biogaz, la robinetterie et les joints d'étanchéité des brides sont constitués de matériaux insensibles à la corrosion par les produits soufrés ou protégés contre cette corrosion. 3-Les dispositifs d'ancrage des équipements de stockage du biogaz, en particulier ceux utilisant des matériaux souples, sont conçus pour maintenir l'intégrité des équipements même en cas de défaillance de l'un de ces dispositifs. 4-Les raccords des tuyauteries de biogaz sont soudés lorsqu'ils sont positionnés dans, ou à proximité immédiate d'un local accueillant des personnes autre que le local de combustion, d'épuration ou de compression. 5-S'ils ne sont pas soudés, une détection de gaz fixe est mise en place dans le local (une alarme sonore et visuelle est mise en place pour se déclencher lors d'une détection supérieure ou égale à 10 % de la limite inférieure d'explosivité du méthane). 6-Les canalisations de biogaz et de biométhane ne passent pas dans des zones confinées. Si cela n'est pas possible, une information de risque appropriée est réalisée et une ventilation appropriée est installée dans les zones confinées. Les conduites de biogaz et le système de condensation du biogaz doivent être à l'épreuve du gel.
Constats : Les canalisations ne sont pas repérés par les couleurs (pictogrammes) normalisées, report à réaliser sur le plan également.
<u>Demande de l'inspection:</u> - identifier les canalisations par des couleurs normalisées.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Propreté du site.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements (terrain)
Prescription contrôlée : L'ensemble du site et des voies de circulation internes au site est maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus. Lorsqu'ils relèvent de la responsabilité de l'exploitant, les abords de l'installation, comme par exemple l'entrée du site ou d'éventuels émissaires de rejets, font l'objet d'une maintenance régulière.
Constats : Aucun amas de matières n'est constaté sur le site. Les installations sont propres. Les abords et vois aménagés sont entretenus.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Ventilation des locaux.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2.6
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements (terrain)
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, les espaces confinés et les locaux dans lesquels du biogaz pourrait s'accumuler en cas de fuite sont convenablement ventilés pour éviter la formation d'une atmosphère explosive ou nocive. La ventilation assure en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'installation, et notamment en cas de mise en sécurité de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, au moyen d'ouvertures en parties haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent garantissant un débit horaire d'air supérieur ou égal à dix fois le volume du local. Un système de surveillance par détection de méthane, sulfure d'hydrogène et monoxyde de carbone, régulièrement vérifié et calibré, permet de contrôler la bonne ventilation des locaux
Constats : L'inspection constate dans : <ul style="list-style-type: none">- le local technique : présence d'une gaine d'extraction orange avec débouché extérieur et post-inspection l'exploitant indique qu'il va poser très rapidement la grille de ventilation qu'il a eu avec le constructeur,- le local électrique : présence de la fenêtre que l'exploitant entrouvre,- le local cogénération : présence d'un ventilo et grille en partie haute. En partie basse, trappe pour les conduits de l'installation de séchage. Les locaux sont ventilés au moyen d'ouvertures ou tout autre moyen équivalent afin d'éviter l'accumulation de biogaz.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Clôture et accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Aménagements (terrain)
Prescription contrôlée : L'installation est ceinte d'une clôture de manière à interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures de réception des matières à traiter. Ces heures de réception sont indiquées à l'entrée de l'installation. La zone affectée au stockage du digestat peut ne pas être clôturée si l'exploitant a mis en place des dispositifs assurant une protection équivalente. Pour les installations implantées sur le même site qu'une autre installation classée dont le site est déjà clôturé, une simple signalétique est suffisante.
Constats : L'inspection constate: <ul style="list-style-type: none">- à l'entrée du site l'absence de panneau d'affichage pour informer les personnes extérieures à l'exploitation,- l'absence de clôture,- l'absence de panneaux avec la signalétique adaptée. L'exploitant indique ne pas avoir terminé ses travaux et fera la clôture après l'installation du séchage.
<u>Demande de l'inspection:</u> <ul style="list-style-type: none">- mettre au plus vite une signalétique adaptée et une solution temporaire interdisant l'entrée du site dans l'attente de la clôture définitive,- proposer la solution de clôture définitive retenue et l'échéancier des travaux.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet